



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## Liberia

Question écrite n° 90186

### Texte de la question

La présidente du Liberia Ellen Johnson Sirleaf a séduit le Congrès américain le 15 mars 2006 en lui faisant miroiter la perspective d'un bon retour sur investissement s'il continuait à soutenir ce pays, et l'occasion d'en faire « la success story de l'Amérique en Afrique ». Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue à la tête d'un pays africain, était en visite de travail aux États-Unis pour une semaine, afin d'expliquer l'aide que peut apporter la communauté internationale à son pays, ravagé par quatorze ans de guerre civile. Son invitation à s'exprimer devant le Congrès, la première accordée à un dirigeant africain depuis Nelson Mandela en 1994, la met au rang des alliés privilégiés de Washington. De fait, l'élection en novembre de Mme Johnson, ancienne directrice de la Banque mondiale, avait bénéficié du « fort soutien » des États-Unis. Dans ce dossier, force est de constater que la France et l'Union européenne sont absentes. Or les perspectives de marchés et l'intérêt stratégique que revêt le Liberia à plusieurs titres devraient inciter à établir, à l'instar des États-Unis, des relations politiques et commerciales plus intenses. En conséquence, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande désormais à M. le ministre des affaires étrangères de lui indiquer les intentions du Gouvernement à ce sujet.

### Texte de la réponse

Le ministère des affaires étrangères partage votre analyse quant à l'importance pour la France de nouer des relations politiques et économiques étroites avec le Liberia. La France a activement soutenu l'élection de la nouvelle présidente, Mme Johnson-Sirleaf, qui ouvre la perspective de relations bilatérales qui devraient s'étoffer avec la reconstruction du pays et la stabilisation de ses institutions. La ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, Mme Girardin, s'est rendue à Monrovia le 16 janvier 2006 pour assister à l'investiture de la nouvelle présidente, qui est la première femme africaine à accéder démocratiquement à cette fonction. La visite officielle en France de Mme Sirleaf le 8 mars dernier - qui répondait à l'invitation du Président de la République faite dès le sommet Afrique-France à Bamako les 3 et 4 décembre 2005 - a ouvert la voie au renforcement des relations bilatérales. Au cours de cette visite, le Président de la République a annoncé le rétablissement d'une représentation diplomatique à Monrovia avant la fin de l'année 2006. (L'ambassade de France avait été évacuée en août 1990 et sa fermeture définitive avait été annoncée en septembre 1996.) Par ailleurs, la visite officielle de la présidente avait également pour but d'attirer les investisseurs français au Liberia. Mme Johnson-Sirleaf a donc été reçue par le MEDEF et a exposé aux milieux d'affaires français la situation économique et les perspectives du pays, comme elle l'a fait au Congrès américain. La coopération bilatérale était jusqu'à présent limitée à quelques actions dans le domaine de l'enseignement du français. Lors de la visite, de nouveaux axes de coopérations ont été identifiés : il s'agit principalement des domaines de la santé, de la sécurité et du développement de la francophonie. La France envisage en particulier d'apporter son soutien à la relance de l'activité économique au Liberia, notamment par un appui au secteur de l'hévéaculture, stratégique pour ce pays. Un retour de l'agence française de développement est envisagé et de nombreux projets sont à l'étude actuellement. La coopération communautaire, en particulier le Fonds européen de développement (FED), a apporté un soutien essentiel au processus de paix au Liberia et témoigne de l'intérêt accordé par l'Union européenne à ce pays. La normalisation du dialogue politique entre

l'UE et le Liberia dépend des engagements qui seront pris dans la lutte contre la corruption et en faveur du respect de l'État de droit. Par ailleurs, la France, premier État membre contributeur du FED (24,3 %), apporte un soutien indirect mais substantiel au Liberia. Il faut saluer enfin la signature des documents de programmation du 9e FED, dès janvier dernier, qui permettra d'engager plusieurs projets d'ici à la fin de l'année, dans les secteurs essentiels de l'éducation, du développement et de la bonne gouvernance. Le gouvernement français soutient pleinement les gouvernements issus de processus démocratiques. Il continuera par conséquent à oeuvrer au maintien de relations bilatérales privilégiées avec le Liberia, dont la présidente porte les espoirs d'une transition démocratique réussie.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

**Circonscription :** Hautes-Pyrénées (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 90186

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 28 mars 2006, page 3212

**Réponse publiée le :** 20 juin 2006, page 6445